

L'implication Des Acteurs Non Etatiques Dans Le Processus Du Développement D'une Entité Décentralisée : L'exemple De La Commune De Lukolela A Kikwit

Mawanzi Basabakondo Isidore¹, Kaki Ngisila Blanchard², Masua Tchomba Basile³, Taty Ndele Mokoya⁴, Bessa Mushashu Guylain⁵, Mashini Dhi Mbita Mulenghe J.C⁶, Mpuru Mazembe Bias R.⁷, Musenga Tshiey Virginie⁸, Kakule Kasereka Roland⁹, Christophe Tresor Bankimy Lessay¹⁰, Matadi Pasa Makina Jacques¹¹

¹Doctorant En Géographie-Sciences De L'environnement A L'UPN

²Doctorant En Géographie-Sciences De L'environnement A L'UPN

³Doctorant En Environnement, Unikin

⁴Assistante A L'université Du Cepromad

⁵Apprenant En Dea En Management Stratégique Et Opérationnel, UNIC

⁶Professeur En Géographie-Sciences De L'environnement A L'UPN

⁷Professeur En Géographie Et Urbanisme, ISAU

⁸Professeure En Géographie-Sciences De L'environnement A L'UPN

⁹Professeur En Géographie-Sciences De L'environnement A L'UPN

¹⁰Professeur En Management Des Projets)

¹¹Professeur En Géographie-Sciences De L'environnement A L'UPN

Auteur Correspondant : Mawanzi Basabakondo Isidore

<https://orcid.org/0009-0003-7914-2940>



Résumé : Cet article évalue l'implication d'acteurs non-étatiques, quant à leur apport et leur contribution et impact au développement communautaire dans une entité environnementale en pleine mutation, la commune de Lukolela à Kikwit. Il fait état de relèvement d'une période secouée pendant plus de quatre décennies à nos jours, par l'effondrement des capitaux publics et privés. Ce qui conduirait largement les communautés locales (en péril) à réfléchir sur la coopération décentralisée, impliquant potentiellement des ONG et ASBL (Association Sans But Lucratif) afin de réduire le coût résiliant les conditions de vie d'une population en dérive.

Mots-clés : Impact, acteurs non-étatiques, processus de développement, Lukolela, Kikwit.

Abstract: This article assesses the involvement of non-state actors—specifically their input, contribution, and impact—regarding community development in the Lukolela district of Kikwit, an environmental entity undergoing significant transformation. It examines the situation following a period spanning over four decades—lasting to the present day—marked by the collapse of both public and private capital. This context has largely prompted local communities (facing precarious conditions) to consider decentralized cooperation—potentially involving NGOs and non-profit organizations—as a means to alleviate the hardships affecting a population adrift.

Keywords: Impact, non-state actors, development process, Lukolela, Kikwit.

Introduction

L'implication d'acteurs non-étatiques dans le processus du développement communautaire par la coopération décentralisée demeure une préoccupation majeure pour l'amélioration des conditions de vie de la population. Car, confirmait MASHINI D.M (1995), repris dans son article (Géokin, 2014 : 44) en ces termes : « Cependant, on ne compte plus l'Etat parmi les acteurs sociaux qui pourraient bien constituer dans l'avenir les têtes d'affiche du théâtre public ».

Depuis bientôt d'une décennie, la République Démocratique du Congo émerge dans une politique administrative décentralisée où les collectivités locales sont appelées à agir en coopération bilatérale avec l'Etat (les autorités locales) pour le bien-être de la population.

Le développement communautaire étant un processus où les membres de la communauté se réunissent pour prendre des mesures collectives et trouver des solutions palliatives à des problèmes communs, la commune de Lukolela, à travers ses nombreux défis auxquels elle s'affronte, devra surmonter ces fléaux stratégiques par l'implication potentielle des acteurs non-étatiques actifs.

La présente étude se veut une analyse concrète d'évaluation et de contribution sur l'impact/implication des différents acteurs non-étatiques dans le développement communautaire de la commune de Lukolela à Kikwit.

1. Milieu et approche méthodologique

1.1. Milieu d'étude

La présente étude concerne la commune de Lukolela à Kikwit 1 (centre). Dénommée sous l'épithète de la commune-mère, elle substituait l'ancienne cité indigène de l'époque coloniale, lorsque Kikwit fût encore sous statut d'un Centre extra-coutumier qui deviendra peu plus tard « la cité de Kikwit » et, enfin « ville de Kikwit » par ordonnance-loi N° 70-035 du 15 mars 1970, et, Lukolela sera conféré au statut d'une commune sur l'arrêté N°402 du 8 juin 1970. Située au sud-est de Kikwit, se couvrant une superficie de 18km², la commune de Lukolela est limitée :

- A l'Est, par le secteur IMBONGO
- A l'Ouest, par la commune de NZINDA
- Au Nord, par la rivière Kwilu
- Au sud, par la rivière LUKEMI

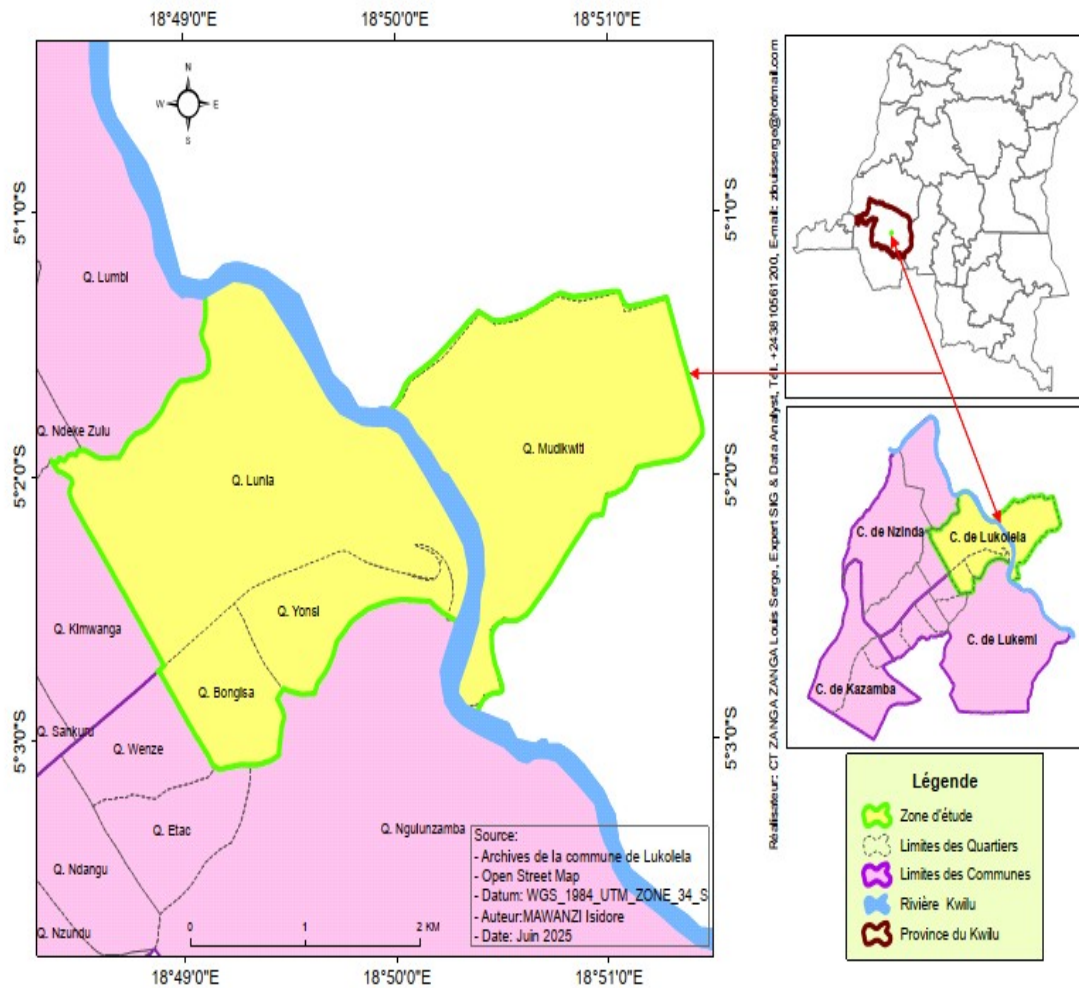
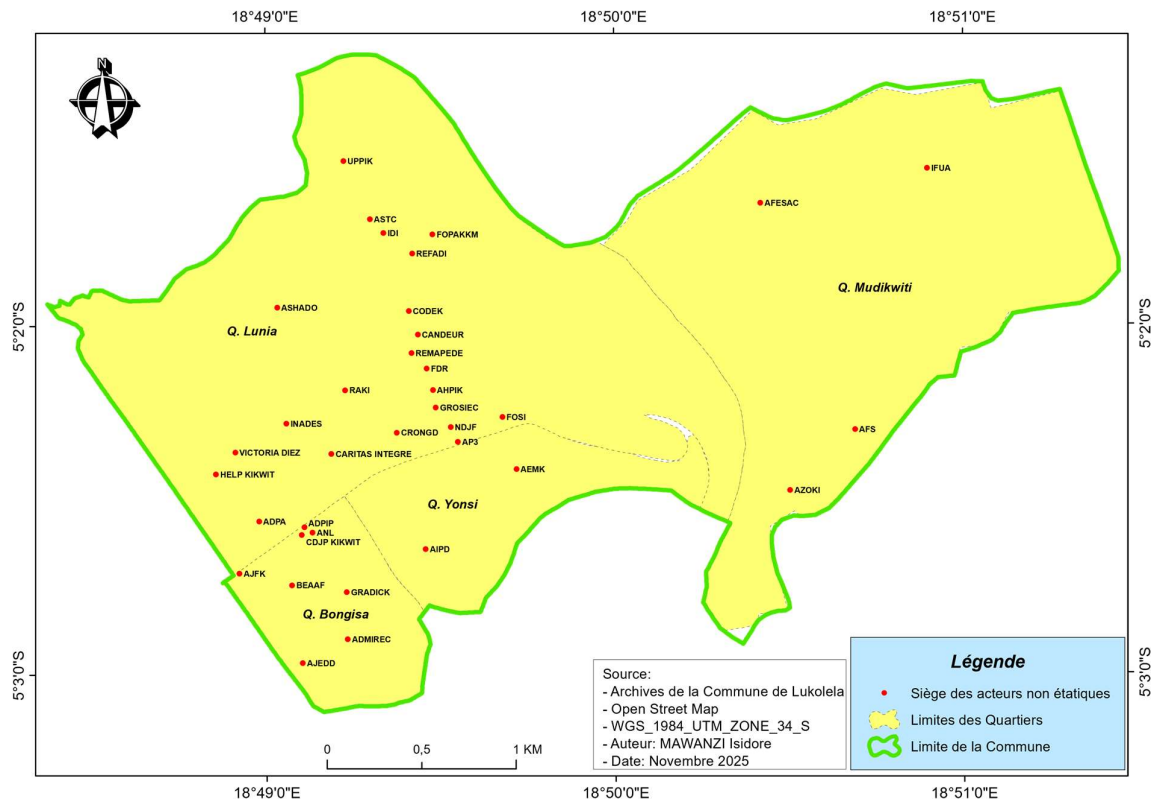


Figure 1 : Localisation de la zone d'étude



Source : enquête sur terrain à l'aide du GPS, MAWANZI Isidore, 2024

1.2 APPROCHE METHODOLOGIQUE

Cette étude, s'est attelée sur une approche mixte, la méthode systémique a permis une analyse globale de la commune de Lukolela à travers les interactions de ses composantes, plutôt que de la décomposer de manière isolé pour essayer de comprendre les variables explicatives des certaines réalités observables.

L'analyse documentaire a permis de recenser les documents écrits sur cette thématique pour mieux situer la théorie et le contexte de l'étude, surtout la discussion avec les études antérieures. L'approche cartographique a permis d'élaborer les cartes, et les photos de terrain ont été à l'aide de smart phone Techno camon 30 pour illustrer certains faits.

Sources des données

Les données mobilisées proviennent de plusieurs sources complémentaires :

- ✓ archives administratives et documents historiques ;
- ✓ cartes topographiques anciennes et récentes ;
- ✓ données démographiques disponibles auprès des services administratifs ;
- ✓ documents de planification urbaine lorsqu'ils étaient disponibles ;
- ✓ littérature scientifique consacrée aux villes secondaires africaines ;
- ✓ observations directes réalisées sur le terrain ;
- ✓ entretiens semi-directifs auprès des autorités locales, des services techniques, des chefs coutumiers, des opérateurs économiques et des habitants.

La diversification des sources a permis de renforcer la fiabilité des informations recueillies.

Collecte des données

La collecte des données s'est déroulée en deux étapes :

- ✓ une première étape a consisté en une recherche documentaire destinée à retracer l'évolution historique de la commune.
- ✓ une deuxième étape a porté sur les observations de terrain afin d'identifier les formes d'occupation du sol, les types d'habitat, les infrastructures existantes et les nouveaux quartiers.

Enfin, des entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès des principaux acteurs impliqués dans la gestion communale. Un échantillon par convenance de 350 habitants, par choix raisonné a été retenu pour récolter leurs avis.

Traitement et analyse des données

Les données qualitatives recueillies lors des entretiens ont fait l'objet d'une analyse thématique. Par ailleurs, les données spatiales ont été traitées sous environnement SIG afin de produire de carte. Le logiciel Microsoft (Word, Excel) et R ont permis de traiter et de présenter les données sous formes de figures statistiques, suivi des interprétation littéraires objectives.

Tableau 1 : Structures non-étatiques actives dans la commune de Lukolela à Kikwit. (2014-2024)

Dénomination	en sigle	Date de création	Siege social	Rayon d'action	Domaine d'intervention	Nom du responsable
Action pour le Développement en Milieu Rural pour Réhabilitation et Construction	ADMIREC	05/01/2014	Av. Bapindi N°14, Q/Bongisa	Kikwit	- Construction, Réhabilitation, Habitation, Energie en milieu rural et urbain. - Aménagement Rural Urbain et périphérique urbain	KILEFU MAKASA
Association pour le Développement et la Promotion de l'Intégration des Paysans	ADPIP	2014	Kikwit, Q/Yonsi	Kikwit	- Agriculture Paysanne, - Formation Agro-écologique, - Reboisement	KINZAMBI Floribert
Association Zolana de Sukantima	AZOKI	2014	Kikwit, Q/Midikwiti	Kikwit	- Lutte contre l'Erosion - Voirie communautaire et aménagement urbain - Forage	MPOMBO Wivine
Appui aux Initiatives Paysanne pour le Développement	AIPD	2014	Kikwit, Boulevard national N°83	Kikwit	- Sécurité alimentaire - Education civique	SASAME Jeanne
Femme pour le Développement et la Paix	FDP	2014	Av. de la clinique N°13, Q/Lunia	Kikwit	- Agriculture - Reboisement - Cantonage manuel	MIKANDA MALOTA Marthe
Filière des ONG Kwilu-Kwango Mai-Ndombe	FOFAKKM	2014	Boulevard National N° 110	Kikwit	- Agriculture et élevage - Entrepreneuriat - Plaidoyer - Agro-écologie - Genre et inclusion sociale	MIKANDA Huber
Help KKT/Géobalclinics	HELP/KKT	2014	Kikwit, Q/Plateau	Kikwit	- Santé primaire, équipement de clinique, appui logistique aux structures - éducation, projet bourse scolaire, distributions des fournitures scolaires et parrainage scolaire avec la diaspora	Diaspora MAKIESE
Initiative pour le Développement Intégral	IDI	2014	Kikwit, Av. Bedime 11, Q/Lunia	Kikwit	- Construction et entretiens des infrastructures : écoles centres de santé et routes.	KABWANGO
Regroupement des Femmes en Action pour le Développement	REFADI	2014	Kikwit, Av. Ngombe N°43, Q/Yonsi	Province Kwilu	- Agriculture - Technologie approprié	LENGELO Viviane
Union des Professionnels de Pisciculture Intégral du Kwilu	UPPIK	2014	Kikwit, Av. Mayilamene Q/Lunia	Kwilu	- Agriculture et élevage - Reboisement	KAYIBA Marc
Association pour le Développement et la Protection des Vendeurs de Petits Bétails	ADPA	2015	Kikwit, Av. Nzundu N°33, Q/Lunia	Kikwit	- Agriculture - Elevage	LAMALA Nuclette
Communauté de Développement du Kwilu	CODEK	2015	Kikwit, Av. de la clinique N°13/A, Q/Lunia	Kwilu	- Assainissement - Sensibilisation environnementale - Hygiène communautaire et gestion de déchets	MANISA Hubert
Initiative Foresterie Urbaine et d'Agro-Forestière	IFUA	2015	Kikwit, Q/Mudikwiti	Kwilu	- Plantation des arbres	MUSITEKE
Association des Jeunes	AJEFK	2016	Kikwit,	Kikwit	- Valorisation des nouvelles	

Source : Mawanzi B. Isidore, enquête de terrain, rapports des services de tutelle (Développement Rural et Environnement durable)/Commune de Lukolela, 2024

2. Résultats

Nos enquêtes sur terrain ont relevé les résultats suivants :

2.1. L'existence d'une interaction (synergie) entre autorités locales-acteurs non-étatiques et partenaires financiers pour les 20 structures actives à Lukolela entre 2014 à 2024.

A la seule question « Existe-t-il une synergie parfaite entre vous acteurs du développement communautaire à Lukolela ? ». Voici les réactions :

2.1.1. Autorités locales et acteurs non-étatique

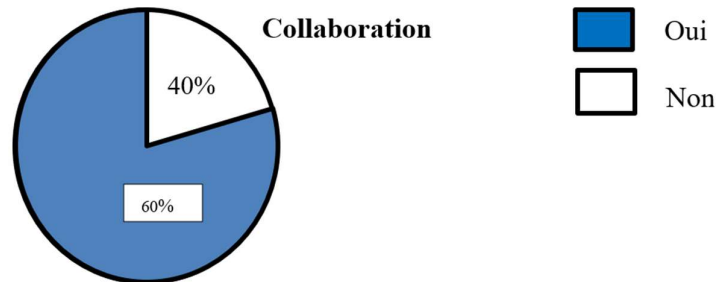


Figure 2 : la collaboration entre autorités locales (municipales) et acteurs non-étatiques.

Cette collaboration se justifie pour 12 responsables, soit 60% qui approuvent contre 8 responsables, soit 40% qui désapprouvent.

2.1.2 Acteurs non-étatiques et communautés locales :

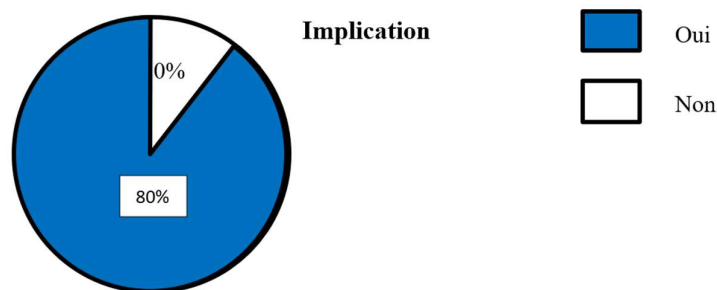


Figure 3 : l'implication des acteurs non-étatique dans la commune de Lukolela rassure les conditions de vie des communautés locales à 80% pour 16 responsables par contre 4 responsables, soit 20% nient cette implication.

2.2.3. Acteurs non-étatiques et partenaires financiers

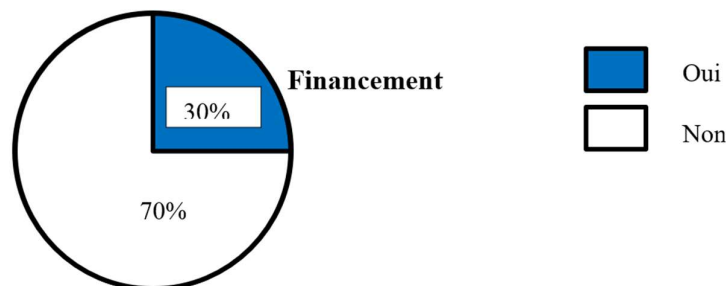


Figure 4 : le financement

Le financement demeure un rêve quotidien d'acteurs non-étatiques. Une minorité excessive, soit 30% ou 6 responsables sur un total de 20, ont bénéficié un peu de l'aide auprès des bailleurs des fonds, tandis que 70% des responsables (14) n'espèrent même pas à cela.

2.2 **L'analyse du résultat** d'enquête (tableau 1) menée auprès des 96 ménages pour 288 enquêtés confirme le rôle, la contribution/apport, l'impact (cfr domaines d'interventions) des acteurs non-étatiques, révèle quelques défis rencontrés et projette une perspective d'avenir.

2.2.1 Rôle d'acteurs non-étatiques

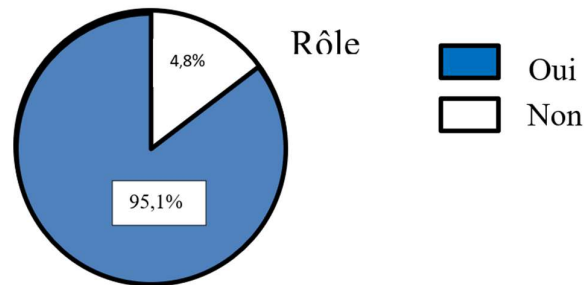


Figure 5 : Rôle

Sur 288 enquêtés interrogés, 274 soit 95,1% confirment le rôle d'acteurs non-étatiques au niveau local comme pilier de développement communautaire. Tandis que 14 seulement, soit 4,8% doutent de ce rôle.

2.2.2 Contribution/apport d'acteurs non-étatiques

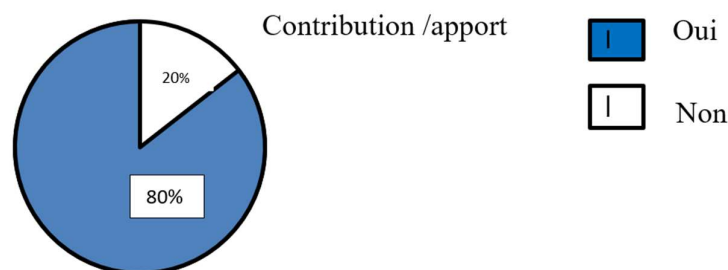


Figure 6 : Contribution/apport

Elle repose sur une collaboration dynamique entre acteurs, tant étatiques ou non-étatiques.

A cet effet, 230 sujets enquêtés, soit 80% affirment cette dynamique contre 57, soit 20% qui désapprouvent.

2.2.3 Impact sur l'environnement humain

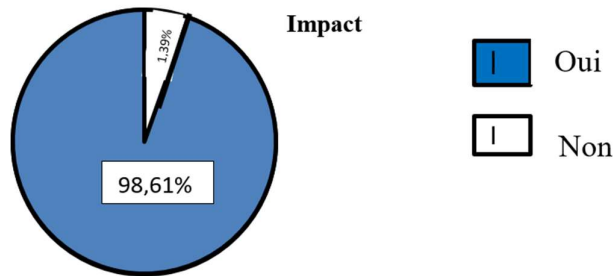


Figure 7 : Impact

C'est à travers les différents domaines d'interventions de ces structures que nous pouvons confirmer ou infirmer cet impact. Le plus saillant, d'après les réactions des enquêteurs revient à l'éducation, santé de base, approvisionnement en eau potable, l'assainissement et la gestion des déchets dont 284 sujets enquêtés, soit 98,61% ont spontanément manifesté contre 4 enquêtés, soit 1,39% sans consentement.

2.2.4 Défis rencontrés

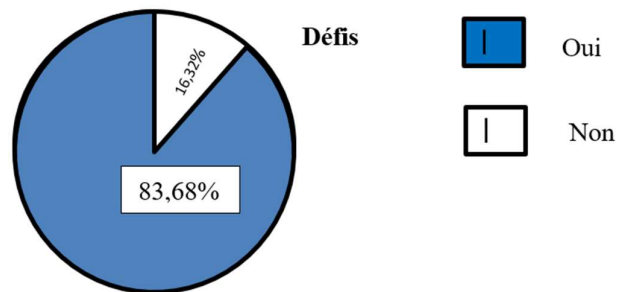


Figure 8 : Défis

Dans le contexte du développement communautaire à Kikwit, particulièrement à Lukolela, plusieurs défis constituent des barrières aux acteurs non-étatiques dont la note la plus haute s'avère la « non appropriation des acquis des projets ». Une fois obtenus, ne profitent guère aux bénéficiaires qui sont les communautés locales. A ce propos, 241 sujets enquêtés, soit 83,68% présentaient un mécontentement sur ce fait, par contre 47 soit 16,32% consentaient.

2.2.5 Perspectives d'amélioration de l'efficacité

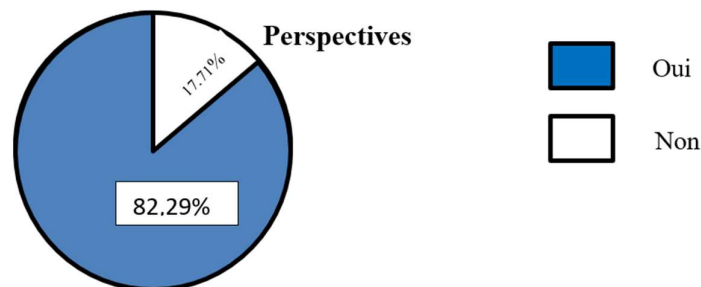


Figure 9 : perspective d'avenir

Les communautés locales sont les premiers bénéficiaires de la coopération décentralisée. Cela étant, une meilleure communication avec la population comme premier cible, s'avère important. Nos enquêtes sur terrain pour un échantillon de 288 enquêtés, 237 soit 82,29% confirmèrent cette nécessité contre 51 sujets, soit 17,71% qui manifestèrent autrement.

3. Discussion

3.1 Interaction autorités locales et acteurs non-étatiques

La collaboration entre ces deux acteurs du développement communautaire note une synergie positive de 60% contre 40% qui nient l'existence de cette synergie. En effet, les 40% qui ont dit non avancent parfois des raisons rémunératoires, non envisagées par la commune. Car, pas de financement, ils mènent des actions philanthropiques et travaillent au bénévolat. Ce qui entraîne assez souvent un découragement jusqu'à la dissolution de la structure. L'Etat, bien que démissionnaire, devrait y penser à ces volontaires. Il sied de relever comme l'écrit Jean Pierre Lottoy Ilango Banga (2013) que la décentralisation territoriale, bien qu'encore à l'état embryonnaire, demeure une nécessité impérieuse pour le développement de la République Démocratique du Congo. Les autorités locales devront jouer un rôle prépondérant dans la mise en œuvre de la coopération décentralisée en coordonnant les projets et en mobilisant les ressources. Partant de cette participation citoyenne, Kombo Brice Anicet (2012) conclut que « la coopération décentralisée peut être un outil efficace pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), mais seulement si elle est bien coordonnée avec les stratégies nationales et si elle favorise ou encourage une véritable autonomie des collectivités locales africaines ».

3.2 L'implication des acteurs non-étatiques

Près de 80% des responsables interrogés sont persuadés de leur implication dans le processus du développement communautaire au sein de Lukolela. Cela se justifie par les différents domaines d'interventions à travers un nombre assez important des Organisations Non-Gouvernementales du Développement, des Associations Communautaires, des Initiatives de Développement Local, des Entreprises Locales, et des Institutions Religieuses dont l'inventaire relevé par Mashini Dhi Mbita (Géokin vol.1.2014 :42) confirme ces dernières parmi les intervenants prépondérants en matière du développement. La tranche minoritaire, soit 20% nient cette implication et se défendent de la manière suivante :

- La commune de Lukolela continue d'héberger l'insalubrité ;
- Le chômage, le non-assainissement, la dégradation environnementale demeure sans espoir du lendemain.

3.3. Le financement des acteurs non-acteurs

Ceci demeure le rêve et la philosophie de chaque organisation non-gouvernementale. Hélas, la déception et la désolation leur reviennent souvent. Ils devront se conformer au principe : « Aide-toi (d'abord) et le ciel t'aidera (ensuite) ». Raison pour cette majorité des responsables, soit 70% à décliner pour le financement contre 30% qui sont convaincus. D'autres raisons du non financement attendu par les acteurs non-étatiques reviennent aux abus enregistrés par les partenaires financiers ou bailleurs de fonds, à savoir :

- La mauvaise planification des projets conçue par les acteurs non-étatiques ;
- La mégestion par une mauvaise gouvernance et/ou par détournement de fonds ;
- Le manque de pérennisation des actions entreprises ;
- La méfiance des bailleurs de fonds.

Face à ces problèmes, Sandra **Crozet** (2015) fait remarquer que « la coopération décentralisée par le développement est aujourd'hui vue (perçue) comme une des solutions à l'inefficacité constatée de l'aide au développement ». Alors, Marie Hélène Chambrin (2010) conclut en ces termes : « la bonne gouvernance et la décentralisation sont au centre des conditionnalités imposées par les bailleurs de fonds ».

3.4. Impact sur l'environnement urbain de Lukolela et défis rencontrés

Les scores enregistrés pour le rôle (95,1%) des acteurs non-étatiques comme pilier du développement d'une part, et leur contribution (80%) d'autre part, sur des enquêtes menées auprès de 96 ménages, soit 288 enquêtés, suffisent à conclure l'impact des acteurs non étatiques qui chiffre statistiquement à 98,61%, c'est-à-dire près de 100% contre une fraction des pessimistes (ignorants) avec 1,39% soit pour 4 sujets enquêtés.

Ce qui se concrétise par les écrits de Bomandeke Bonyeka B, et al. (2022) qui stipule que « La coopération décentralisée est une valeur sûre, une valeur ajoutée dans la politique de développement des entités territoriales grâce au soutien qu'elle apporte à la démocratie locale ». Cas vécu dans la province de l'Equateur que l'on peut ramener à la province du Kwilu dont la commune de Lukolela, milieu de notre étude.

A Lukolela, plusieurs défis font barrières dans le processus d'une coopération décentralisée. Nos enquêtes sur terrain ont relevé plusieurs failles, entre-autres : le manque de coordination, l'absence de financement suffisant, le manque d'implication de la population, les difficultés administrative, le non appropriation des acquis des projets (241/288 sujets interrogés, soit 83,68% contre 47/288%, soit 16,32% non-partants), le manque de sensibilisation et d'engagement communautaire, l'environnement politique instable, l'accès aux services de base enfin le changement climatique qui se veut aujourd'hui une préoccupation majeure du globe. La donnée qui s'élève à presque 84%, incline à confirmer que la plupart (la majorité) des projets ne sont pas intégrés dans la vie quotidienne des bénéficiaires, c'est-à-dire des communautés locales (populations résidentes).

3.5. Perspectives d'amélioration/stratégies

Bien que la transparence et l'échange d'informations serait un outil essentiel pour renforcer la confiance et la participation citoyenne en vue d'une amélioration efficace.

Par ailleurs, pour assurer le développement durable d'une Entité Territoriale Décentralisée (ETD) en République Démocratique du Congo, comme la commune de Lukolela à Kikwit (surnommée la "ville basse", qui abrite le plus grand pôle commercial et marché de la région), l'implication des acteurs non étatiques (société civile, confessions religieuses, ONG, associations de commerçants et secteur privé) est cruciale.

Voici les principales stratégies structurelles et opérationnelles permettant d'optimiser leur participation :

1. La création de cadres de concertation et de dialogue public-privé

- **Instituer des budgets participatifs** : Permettre aux représentants des commerçants du grand marché de Lukolela et aux comités de quartier (Lunia, Midikwiti, Yonsi, Bongisa) de participer directement à l'identification des priorités budgétaires de la commune.
- **Mettre en place des comités locaux de développement (CLD)** : Ces structures mixtes, associant la municipalité et la société civile, servent de pont pour décider de l'aménagement urbain et lutter contre des défis criants comme les **constructions anarchiques** constatées notamment dans le quartier Lunia.

2. Le partenariat pour l'optimisation des recettes locales (Mobilisation fiscale)

- **Collaboration avec les associations de commerçants** : La commune de Lukolela concentrant les grands bâtiments commerciaux de Kikwit, la municipalité peut s'appuyer sur les corporations de commerçants pour la sensibilisation au civisme fiscal.
- **Gestion partagée des infrastructures marchandes** : Impliquer les acteurs non étatiques dans la gestion de la transparence financière, à l'instar des initiatives comme le *Service d'encadrement des recettes communales (SERCO)*, afin de rassurer les contribuables sur l'affectation locale de leurs taxes.

3. Les projets à Haute Intensité de Main-d'Œuvre (HIMO) et l'assainissement

- **Mobilisation communautaire pour l'environnement** : Face aux risques sanitaires majeurs (pollutions de la rivière Kwilu, érosion, gestion des déchets), la stratégie consiste à co-financer ou confier des projets d'assainissement de quartier à des **ONG locales** et à des **associations de jeunes**.
- **Entretien des infrastructures** : Impliquer le secteur privé local et les réseaux de transport dans la maintenance des voies d'accès reliant la ville basse (centre de négoce) au reste du Kwilu pour fluidifier l'écoulement des produits agropastoraux.

4. La co-production des services sociaux de base (Santé et Éducation)

- **Appui aux réseaux confessionnels** : À Kikwit, la population est historiquement très imprégnée par les réseaux chrétiens. La stratégie de l'ETD doit s'axer sur des accords de partenariat avec les églises qui gèrent une grande partie des centres de santé, des écoles et des centres de formation professionnelle.

5. La redevabilité et les mécanismes de contrôle citoyen

- **Tribunes d'expression populaire (Barza communautaire)** : Organiser périodiquement des séances publiques de redevabilité au cours desquelles l'autorité communale (Bourgmestre) présente l'état des comptes et l'avancement des projets de développement.
- **Audits sociaux** : Permettre aux ONG de défense des droits humains et d'intégration sociale d'évaluer de manière indépendante l'impact des politiques publiques sur la réduction de la pauvreté au sein de la commune

Conclusion

Cette étude s'avère assez préoccupante tant pour les autorités que pour les communautés locales de Kikwit dans le cadre de la coopération décentralisée. Ceci est pourtant une nécessité en matière de son développement communautaire durable. La commune de Lukolela en particulier, risquerait de « subir une dérive et d'être en dépression, avec à la clé un mal développement » (Mashini, 1995 b). Les acteurs non-étatiques, via la décentralisation, devront créer leur autonomie et devenir les artisans de leur propre développement afin de réaliser leur développement socio-économique. C'est alors qu'ils marcheront sur les pas de HUGUES LE MASSON qui déclare : « Le développement est d'abord l'affaire des peuples eux-mêmes, (implication), avec leurs talents, leur intelligence, leur culture, leur histoire ».

Références

- [1]. Bomandeke. B.B et al. (2022), « Impact de la coopération décentralisée sur le développement de la province de l'Équateur ». In MES-RIDS N°121 VOL.2, Janvier-Mars 2022.
- [2]. CARITAS-DEVELOPPEMENT KIKWIT (2023), Kwilu : un 2^{ème} forage d'eau potable réalisé à la grande satisfaction de la population.
- [3]. Chambrin M.H. (2010), L'impact de la coopération décentralisée sur le fonctionnement des institutions locales : le cas de Figuig (Maroc). Thèse de doctorat en Sciences sociales, Paris 8.
- [4]. Crozet sandra (2015), La coopération décentralisée pour le développement, un atout pour les milieux ruraux ? La coopération décentralisée entre le Beaujolais et le District de Kalarach (France-Moldavie), Université Pierre Mendès France-Grenoble, 2. Thèse de doctorat en Sciences de l'homme et Société.
- [5]. HUGUES LE MASSON (1992), Faut-il encore aider les pays en développement ? Histoire d'un cas exemplaire, éd. Du Félin, Paris, 227 pages.
- [6]. KOMBO.B.A. (2012), Coopération décentralisée et Objectifs du Millénaire pour le Développement : enjeux et perspectives dans l'espace francophone subsaharien, Thèse de doctorat.
- [7]. Lotoy Ilanga Banga.J.P. (2013), La décentralisation territoriale et le développement des entités locales en RD CONGO, Codesria.

-
- [8]. Mashini D.M. (1995 b), « Le rôle controversé de l'Etat dans le développement économique et social du Congo-Zaïre » Moloni. Magasine d'Action pour la Démocratie, numéro 2, Avril-Juin Bruxelles, pp. 17-20.
- [9]. Mashini D.M (2013), Le développement régional en République Démocratique du Congo de 1960 à 1997. L'exemple du Kwango-Kwilu, L'Harmattan, collection, Etudes Africaines, Paris, 342 pages
- [10]. Mashini D.M (2014), « Le Kwango-Kwilu : un espace de développement au sud-ouest de la RD Congo », In Géokin, vol.I, n°1, pp. 33-56.
- [11]. Mpuru Mazembe Bias, R., (1998), Urbanisation et crise alimentaire à Kikwit : Stratégies d'adaptation aux Contraintes d'approvisionnements vivriers et alimentaires, et incidences sur la société urbaine. Thèse en géographie tropicale, Université de Bordeaux III, 450 pages.